

La pandémie du coronavirus-covid 19 a bouleversé brutalement et totalement les règles de fonctionnement des sociétés dans le monde entier. Non seulement les systèmes de santé, y compris dans les pays riches, sont mis à mal, mais tous les quotidiens des populations et les fonctionnements des économies sont déstructurés et altérés. L'arrêt de la quasi-totalité des activités locales, nationales et internationales, l'urgence sanitaire, les couvre-feux et le confinement se généralisent. 4,5 milliards de personnes dans le monde sont enclavées chez elles.

Danger invisible, le virus n'obéit à aucune barrière ou frontière.

Assommé, le monde réagit dans la stupeur, dans la précipitation et souvent dans l'improvisation. Non encore connu dans sa forme apparue en Chine à la fin de l'année 2019, le covid 19 se propage dans tous les pays et peut toucher toutes les populations.

Le confinement obligatoire et l'arrêt immédiat de tout, et presque partout, interpelle et renvoie chaque société à elle-même et chaque humain face à lui-même et le secoue à maints égards. Les paroles se libèrent, de nouveaux comportements apparaissent, de nouvelles formes de communication, de travail, de voisinage, de pouvoir, de contrôle, de vivre et de vivre avec ou à côté apparaissent.

Ce paysage inédit pose de multiples questions.

La crise provoquée par le covid-19 a soudainement imposé des arrêts de contacts par l'annulation des rencontres, des réunions, des activités de groupe, des voyages, des vacances, par les sorties minimales et contrôlées, par la peur de la contamination et par la vie solitaire ou réduite, chacune et chacun confinés chez soi. Cela bouleverse les habitudes des personnes, impose de nouvelles contraintes et nécessite de nouvelles ressources intérieures et psychologiques sans cesse sollicitées chaque jour et chaque soir pour vivre sans tensions, sans violence, assurer l'équilibre des siens, surtout des personnes âgées et des enfants en bas-âge, qu'il faut accompagner dans leur scolarisation à domicile et à distance.

Ce sont de nouveaux modes de vie que subissent les gens.

Le fossé technologique et numérique devient de plus en plus handicapant pour une émergence scientifique, économique et culturelle durable de la majorité des sociétés. Le confinement a imposé au Maroc comme dans tous les pays le

télétravail et le télé-enseignement. Il a révélé aussi toutes les potentialités en gain de temps, de distance, de coûts et en appropriation que le numérique permet. Il a aussi mis en exergue les retards de la diffusion des technologies modernes dans la société. Le manque de moyens financiers mais surtout les carences de cinq décennies d'un enseignement au rabais en sont les causes. L'avenir est dans le développement de ces outils au service de l'intelligence collective, de l'efficacité économique, de l'insertion sociale des citoyens et du bien-être des populations. Repositionnées à leur juste mesure et diffusées dans la société, ces technologies permettront un prodigieux raccourci technologique et culturel. Cela passera obligatoirement par le développement d'une ingénierie nationale performante et bien intégrée dans les processus de la recherche scientifique et technologique mondiale, tant pour les plateformes numériques, les centres d'hébergement, les centres de calculs, que les logiciels stratégiques et éducatifs.

Face aux géants mondiaux, la présence marocaine à elle seule ne pourra être que dérisoire, seul l'Etat peut impulser une base nationale en association avec les chaînes de valeur européennes.

Le coronavirus a impulsé de nouvelles relations sociales et professionnelles par l'usage de plus en plus universel des communications, par les téléphones portables et leurs formules variées d'adaptations aux usages, par la domestication de l'internet et par les réseaux sociaux.

Le plus remarquable ce sont aussi toutes les formes de solidarité qui se multiplient spontanément pour venir en aide aux plus démunis et aux plus fragiles.

Les Etats – comme le cas du Maroc - et à des degrés différents, ont dû prendre en charge non seulement les fonctions régaliennes conventionnelles mais aussi des actions de soutiens aux profits des travailleurs réduits au chômage technique brutal et sans préavis, des toutes petites activités et des personnes à faibles ressources ou sans ressources. Quelques 250 millions de personnes sont menacées aujourd'hui de famine dans le monde du fait de l'aggravation des précarités sociales.

Serait-ce le retour de l'Etat interventionniste protecteur chassé par la mondialisation financière ultra-libérale au Nord et à l'Ouest, comme à l'Est et au Sud ?

Au Maroc, les mesures de confinement et d'urgence sanitaires qui sont prises par les autorités politiques, législatives et administratives sont appropriées et

tout fait conformes aux contraintes sanitaires et sociales du pays. Le fonds de soutien et les mesures prises et régulièrement ajustées par le Comité de Veille Economique (CVE), sont un ensemble de mesures urgentes de soutien à l'emploi, aux petites et moyennes entreprises et aux populations vulnérables de différentes catégories. Il reste que le choix de sauver la santé publique en priorité aura de graves répercussions sur la croissance économique et la production. Ne pouvant être présent sur tous les fronts, le Maroc a fait un choix douloureux mais de sagesse. Le système de santé délaissé depuis des décennies n'est en aucun cas capable d'assumer les effets de la pandémie.

Comme toutes les économies dans le monde, l'économie marocaine connaîtra une forte baisse de l'offre et de la demande. Comme dans toute crise grave, le marché est dans l'incapacité de générer des revenus, des richesses et de lutter contre cet accroissement considérable du chômage. Il va falloir relancer la production, la consommation, l'investissement et l'épargne. La régulation de l'économie par l'Etat est la seule option stratégique susceptible de pallier les carences d'un marché soutenu sans cesse par les investissements publics et incapable de créer suffisamment d'emplois, de réduire les inégalités sociales et territoriales et de sortir les travailleurs de la précarité sociale et sanitaire. Partout des évidences éclatent au grand jour. Des domaines sont stratégiques, ils n'ont pas de caractère marchand. Leur domination par des capitaux spéculatifs a mis en danger non seulement leurs capacités à répondre aux besoins des populations mais a porté gravement atteinte à la cohésion sociale. Ces secteurs ne sont pas des marchandises au sens libéral du terme, ils doivent être situés et organisés efficacement en amont du marché. Leur logique n'obéit pas à la rentabilité financière, elle vise l'efficacité économique et sociale. Toute l'économie en a besoin et notamment le secteur privé pour son développement. C'est l'une des missions d'un Etat moderne.

Il en va ainsi de la santé publique, de l'enseignement, des transports publics, des arts et de la culture, des infrastructures, du développement rural, de l'aménagement du territoire, de la protection de la nature, des ressources non renouvelables et des équilibres écologiques.

Les systèmes de santé et de protection sociale sont essentiels pour la stabilité et le développement économique des pays.

Une réforme profonde des fonctions de l'Etat s'impose déjà et est appelée à se renforcer dans la durée.

Il est grand temps de sortir des préceptes, qui ont montré leurs limites structurelles, de l'orthodoxie monétaire et financière comme finalité en soi pour les équilibres des agrégats macroéconomiques. A la condition de bien maîtriser les instruments des tableaux de bord des finances publiques ; une batterie de mesures sont disponibles, elles ont fait leurs preuves notamment aux Etats Unis d'Amérique avec le président démocrate Franklin Delano ROOSEVELT après la grande crise de 1929. Elles font intervenir des dépenses publiques, des investissements publics, une dose d'inflation maîtrisée, des déficits publics, un endettement optimum, et de l'injection de la monnaie par Bank AL Maghreb. L'Etat dispose ainsi de moyens efficaces de régulation de l'économie.

Seul un Etat capable de bien contrôler une économie sociale de marché peut permettre au Maroc de sortir sans trop de dégâts des crises du corona virus et lui permettre de s'ancrer durablement dans les voies de l'émergence économique et dans la cohésion solidaire.

Clin d'œil positif, Le confinement, l'extension des espaces de précarité et de pauvreté, comme la solitude des personnes âgées, malades, vulnérables, et en détresse, ont impulsé des élans de civisme, de solidarité, de générosité, de présence aux autres et des voies inédites si vertueuses et touchantes de reconnaissance, de partage, d'humour, d'autodérision, de dons, de gratuités et de créativité.

Il a surtout démontré avec force et sans conteste la gravité des situations de marginalité, de pauvreté et d'indigence sociale, culturelle, informatique, numérique, visuelle et a mis à jour la gravité des situations des mal-logés, des analphabètes, des populations des montagnes et des mal lotis en revenus assurés, en hygiène et en espaces minimum de cohabitation.

Quelle est la proportion des parents marocains qui disposent d'un minimum de connaissances et de moyens en vidéo ou Visioconférences ou autres WhatsApp pour encadrer la scolarisation à domicile de leurs enfants en bas âge ?

Tout cela sera et est déjà retenu et codifié par la mémoire collective, par les sciences et par les multiples savoirs qui réfléchissent sur les faiblesses, les lâchetés ainsi que sur les forces et les grandeurs des humains face au danger, face à la maladie, face aux angoisses de l'inconnu si redoutable et si redouté.

Des œuvres culturelles, musicales, des concerts en direct, des bibliothèques numériques et des collections numérisées des musées sont mises en ligne

gratuitement. Des artistes chantent des merveilles et en font don. Des donations d'argent se font sur la toile, des bénévoles se mettent au service des autres, des personnels de santé s'engagent aux risques de leurs vies pour sauver la vie des autres. Des jeunes personnes, au Maroc et ailleurs, consacrent une partie de leur temps, de leur énergie et prennent des risques pour venir en aide, être présentes, et permettre à des vieilles personnes vivant seules d'avoir un minimum de ressources et de présence.

Des réflexions et des échanges multiples montrent que la préoccupation et l'introspection sur la préservation des équilibres de l'environnement et de la nature sont de plus en plus pris au sérieux comme exigence pour la survie et la sécurité de notre planète.

Ces nouveaux canaux de communications, de partages, de solidarités, de voisinages, ces nouveaux liens sociaux en somme peuvent augurer d'une autre façon de vivre, de consommer, et de penser à l'Autre. Ils signifient en tout cas que l'humain est porteur d'énormes potentialités, des promesses de générosité, de solidarité, d'espoirs et de vertus que de graves crises comme le Coronavirus peuvent mettre à l'épreuve et donner l'opportunité de se dévoiler et de se réaliser de façon volontaire et spontanée.

Le confinement chez soi a développé de nouvelles façons de vivre et de bénéficier de la culture. Cette crise pousse les gens à utiliser les moyens énormes du numérique, de l'audio, du visuel et de l'électronique, non pour des usages éphémères comme c'est souvent le cas dans les réseaux sociaux, mais pour apprendre, connaître, transmettre à ceux que l'on connaît et à ceux que l'on ne connaît pas des œuvres littéraires, artistiques, cinématographiques et autres.

Le temps à soi et l'obligation de rester chez soi et face à soi favorisent cette culture pour soi et à domicile.

Cela va probablement ancrer chez certains les attrait énormes de la culture chez soi et pour soi. Les obligations du confinement vont créer chez beaucoup de personnes cette obligation de ne pas subir le verrouillage des espaces et les pousser à aller au fond d'eux-mêmes, à la recherche de l'essentiel.

La culture est dans l'essentiel, elle est la clef de l'essentiel de notre humanité. C'est cette discipline imposée qui peut se révéler chez un plus grand nombre de personnes qui savent au préalable ce qu'est la culture.

Peut-elle les accompagner, quand elle n'est pas prise comme un passe-temps pendant la « prison du confinement » et une thérapie contre la solitude et l'oisiveté ?

Si la culture chez soi sert à faire « passer le temps » et non un besoin d'épanouissement personnel, elle ne résistera pas chez la majorité des personnes aux retours des ivresses du quotidien, de l'information superficielle, de la frénésie des loisirs, des réseaux « associaux » et des gadgets jetables.

En guise d'émotion, de sensibilité, de création, d'intelligence intime, des richesses des cultures et des ouvertures bienveillantes sur l'Autre, qui ont commencé à émerger sous la pression du confinement, ne subsisterait alors que cette nostalgie d'un rêve éphémère d'un retour subi à soi l'intime !

Bien sûr que le besoin de vivre matériellement la culture avec les autres va revenir en force et c'est normal et souhaitable. L'être humain ne vit et ne vaut qu'en milieu social.

S'il devait se prolonger, le confinement va créer des traumatismes individuels et collectifs durables et des situations intenable et insoutenable. Mais chez beaucoup de personnes, il aura créé et révélé des potentialités énormes et ouvert des horizons féconds : par la culture, la découverte ou la redécouverte de la vie en famille, l'écoute de soi et des autres, et la prise de conscience de la futilité en somme des pouvoirs de l'argent, de l'égoïsme et de la recherche de la puissance à tout prix.

L'avenir de la culture chez soi et de la culture avec les autres et en partage va-t-il pouvoir révéler, chez beaucoup, les attrait des forces intérieures de chacun, les bienfaits pour tous des liens sociaux et l'appropriation de ce qui fait son humanité ?

En tout état de cause une autre redistribution des cartes s'impose déjà. Un « new deal » marocain s'impose pour une autre définition et répartition des rôles entre les acteurs politiques et économiques. Les enjeux liés aux missions stratégiques de l'Etat sont énormes pour restructurer et répondre autrement aux graves carences révélées par la pandémie. Ils doivent être recadrés en profondeur.

Quelle organisation de l'économie, à qui le marché et l'ordre économique et culturel vont –t- ils obéir ; aux lois de la société et de la concordance ou à celle de la course à la richesse inégalitaire ?

Driss KHROUZ.

11 Mai 2020.